Ce qui importe réellement : Mesurer la responsabilité des gouvernements et regarder au-delà du PIB

Note d'information sur la campagne «Nouveaux fronts» de la CSI
Des démocraties pour les citoyens

ITUC CSI IGB Confédération syndicale internationale

Photo: AdobeStock

Table des matières

Avant-propos 5
Pourquoi faut-il regarder au-delà du PIB? 7
Huit éléments qui démontrent que le PIB ne mesure pas intégralement les progrès économiques 8
Au-delà du PIB : six indicateurs de rééquilibrage pour étayer l'établissement des rapports et la définition des politiques des gouvernements 11
1. L'économie 12
2. Les niveaux de vie 14
3. La fiscalité, la protection sociale et les services publics 15
4. L'environnement 16
5. Les droits et les libertés démocratiques 17
6. La participation des citoyens 19

Avant-propos

La confiance en la démocratie est rompue

Même avant la crise de la COVID-19, les économies nationales et le modèle économique mondial prônés par les gouvernements ont déçu les travailleurs et leur famille.

L'édition 2020 de l'Indice des droits dans le monde de la CSI illustre le rétrécissement de l'espace démocratique alors que 54 pays se sont opposés ou ont limité la liberté d'expression et de réunion. Les salaires déclinent et la protection sociale s'affaiblit pendant que le chômage et le sous-emploi augmentent. Les progrès pour les femmes sont au point mort et les jeunes s'inquiètent de ne pouvoir obtenir ce que les précédentes générations tenaient pour acquis.

Le nombre de personnes qui se couchent le ventre creux dépasse celui que le monde prétend avoir sorti de la pauvreté et ce, alors que les richesses actuelles sont trois fois plus élevées qu'il y a tout juste 20 ans. Il est grand temps de réclamer plus énergiquement des comptes aux gouvernements.

Les fortes inégalités – les écarts salariaux, l'injustice sociale et la discrimination fondée sur le genre – montrent que nous traversons actuellement une ère de la colère où éclatent des troubles civils et règne la méfiance envers la démocratie. La dévastation provoquée par des phénomènes météorologiques extrêmes liés au changement climatique et aux choix que nous imposent le meilleur et le pire de la technologie amplifient les effets des inégalités sur la société.

Du reste, lorsque 60 % de la main-d'œuvre mondiale travaille dans l'économie informelle, sans jouir d'aucun droit, d'aucun salaire minimum ni de protection sociale et que 40 % des personnes employées dans l'économie formelle disposent d'une forme précaire d'emploi, c'est tout le contrat social qui part en lambeaux. Les plans de relance doivent se fonder sur le principe d'un travail décent pour toutes les personnes qui travaillent.

La situation ne peut plus durer.

De fait, ce n'est qu'en regardant au-delà du PIB qu'il sera possible de s'attaquer aux conséquences sanitaires et économiques de la pandémie de COVID-19 sur les populations et les sociétés.

Une «transition juste» s'impose dans tous les secteurs de l'économie pour garantir un avenir inclusif et plus équitable pour la population du monde entier.

Les gouvernements doivent agir dans l'intérêt des citoyens et ceux-ci souhaitent que leurs dirigeants repensent les règles de l'économie et promeuvent une croissance allant de pair avec une prospérité partagée. Pour changer les politiques gouvernementales, il nous faut mesurer ce qui compte pour chacun et chacune.

Évaluer ce qui importe

Il y a plus d'un demi-siècle, Robert F. Kennedy a dit du produit intérieur brut (PIB) qu'il *«mesure à peu près tout sauf ce qui rend la vie digne d'être vécue».*

S'ils souhaitent rebâtir des démocraties fortes et des économies inclusives, les gouvernements doivent changer d'approche : ils ne doivent plus se contenter d'une vision restrictive, consistant à mesurer les fluctuations à la hausse et à la baisse du PIB des pays, mais doivent élargir leur point de vue pour évaluer ce qui importe réellement.

Pour regagner la confiance :

1. La population a besoin de voir la façon dont les richesses générées par leur économie sont utilisées pour encourager la création d'emplois, avec pour objectif le plein emploi, une participation économique équitable des femmes et l'inclusion des jeunes.
2. Les **niveaux de vie** doivent s'appuyer sur des salaires minimums vitaux et la négociation collective afin de garantir des emplois décents.
3. Une **protection sociale** universelle et des **services publics** de qualité doivent servir de garde-fous contre la pauvreté. Cela doit s'obtenir grâce à une **fiscalité juste**, prévoyant que les entreprises paient leur part dans le pays où les bénéfices sont générés et que les recettes collectées soient investies dans des services publics vitaux, notamment dans des systèmes publics et gratuits d'éducation, d'enseignement professionnel et d'apprentissage tout au long de la vie, de soins de santé, de services de garde pour les enfants et de soins pour les personnes âgées, ainsi que dans des infrastructures durables.

4. Les programmes politiques et législatifs doivent accorder la priorité à l'**environnement**, à l'élimination de toute émission nette et à la protection de la biodiversité (impliquant la préservation de la pureté des océans et des eaux) et les comptes annuels des gouvernements doivent tenir compte de ces objectifs.
5. Il faut faire respecter les **libertés et les droits démocratiques** fondamentaux, notamment les droits humains et du travail, dont l'obligation de diligence raisonnable, accompagnée de mécanismes de réclamation et de voies de recours.
6. Il convient de veiller à la **participation des citoyens** en garantissant le droit de vote s'accompagnant de circonscriptions et de processus électoraux équitables. Cette participation ne doit pas exclusivement se limiter au bulletin de vote, mais également s'effectuer lors de consultations, à travers de structures tripartites et du dialogue social, et d'autres mécanismes qui correspondent aux demandes de la communauté. C'est par ces actions qu'il sera possible de freiner l'essor de l'autoritarisme et que les groupes d'extrême droite perdront de leur attrait auprès des personnes qui se sentent exclues.

Le présent rapport reprend six indicateurs que la CSI a identifiés et à l'égard desquels les citoyens souhaitent que des progrès soient accomplis. Il s'agit de normes pour lesquelles nous devons demander des comptes aux gouvernements afin de parvenir à un monde plus juste alors que notre regard se porte au-delà du PIB. C'est de cette façon que nous pourrons revoir la planification et la préparation des rapports des gouvernements.

Il est essentiel de restaurer la confiance en la démocratie pour réaliser les objectifs que la CSI a fixés dans le cadre d'un «nouveau contrat social» qui prévoit notamment une relance inclusive après la crise de la COVID-19 et une transition juste pour les travailleurs et les communautés alors que nous agissons pour atténuer la crise climatique.

Voici ce que la campagne «Nouveaux fronts» de la CSI, intitulée «Des démocraties pour les citoyens», prévoit :

- Travailler conjointement avec des syndicats et des gouvernements qui s'engagent en faveur d'une transparence et d'une responsabilisation à l'égard d'une série de six indicateurs, garantissant une gouvernance tournée vers l'emploi et une prospérité partagée, le financement des services publics, le respect des droits humains et du travail, et une démocratie sociale inclusive.
- Encourager et soutenir le financement des Objectifs de développement durable (ODD) qui offrent le meilleur cadre pour la résilience mondiale, incluant le travail décent, des services publics, une protection sociale, l'égalité et la justice climatique.
- Faire campagne pour appuyer la mise en œuvre des ODD, ainsi que les objectifs de la Déclaration du centenaire de l'Organisation internationale du Travail (OIT) qui permettent de s'orienter vers un nouveau contrat social et de restaurer la confiance en la démocratie.
- Collaborer avec les syndicats pour détecter et dénoncer toute rupture de confiance en la démocratie dans d'autres pays.
- Soutenir les syndicats qui organisent en faveur de la démocratie et du suffrage universel.
- Bâtir des alliances avec des organisations de la société civile déterminées à élargir la responsabilisation démocratique des gouvernements.
- Promouvoir une réforme du multilatéralisme pour valoriser et soutenir une démocratie sociale qui garantit une transparence et une responsabilisation des gouvernements pour parvenir à des sociétés inclusives et fondées sur les droits.

En tant que base pour une action mondiale, le présent rapport critique l'approche fondée sur le PIB, analyse les différentes composantes des six indicateurs de rééquilibrage et présente des études de cas nationales pour étayer l'établissement de rapports et la définition des politiques des gouvernements.

Une telle démarche requiert de la volonté politique, mais, ensemble, nous pouvons faire changer le débat pour que les gouvernements tiennent compte de ce qui importe réellement aux citoyens et s'appuient sur cette nouvelle responsabilisation gouvernementale pour rétablir la confiance en la démocratie.

Les conséquences d'un effondrement de la démocratie sont trop graves pour être ignorées.

Sharan Burrow
Secrétaire générale de la CSI

Pourquoi faut-il regarder au-delà du PIB?

L'une des principales raisons de la diminution de la confiance en la démocratie est l'utilisation prédominante du PIB par nombre d'économistes et de décideurs, estimant qu'il s'agit d'une mesure qui exprime, en un seul chiffre, l'état général d'une économie et d'une société. Ils s'en servent alors pour définir des politiques qui ont pour objectif d'augmenter autant que possible le PIB sans tenir compte d'autres facteurs essentiels, comme les salaires et les conditions de travail, les niveaux de vie et la pérennité environnementale.

À propos du PIB

Une démarche consistant à ne tenir compte que du PIB comporte de nombreuses failles puisque cet indicateur ne mesure que le volume de la production économique sans nécessairement refléter la façon dont la croissance est partagée ni indiquer si celle-ci permet d'augmenter les niveaux de vie ou si elle est conforme à d'autres objectifs importants, comme la réduction des émissions de carbone. Il est aussi évident que si la croissance du PIB est souvent considérée comme une condition préalable à tout développement économique, il est fréquent que, dans la pratique, une croissance rapide ne se traduise pas par de véritables politiques de développement ni ne mène à des améliorations dans des domaines comme la santé, l'éducation, les soins, la nutrition et la réduction de la pauvreté.

De grandes institutions internationales, telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Commission européenne, reconnaissent les failles de la démarche s'appuyant sur le PIB en tant que principal indicateur pour évaluer les progrès économiques et les avancées sociales, et certains pays ont commencé à recourir à d'autres indicateurs ou à des indicateurs complémentaires pour définir leurs politiques.

Il est évident que les effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19 seront sous-estimés s'ils ne sont évalués qu'à l'aune de leur influence sur le PIB. Plus que jamais, il est donc urgent d'établir des mesures qui ne sont pas trompeuses, comme c'est le cas d'une approche se fondant exclusivement sur le PIB.

Au-delà du PIB

Plusieurs initiatives ont été mises au point par différents pays ou par la communauté internationale pour utiliser d'autres indicateurs ou des indicateurs complémentaires au PIB afin d'aider à la définition des politiques. Il s'agit de l'indicateur du développement humain (IDH) et des indicateurs des ODD des Nations Unies, et de l'indicateur du vivre mieux de l'OCDE.

Pourtant, malgré le consensus international croissant à propos des failles d'une approche qui ne tient compte que du PIB comme indicateur pour étayer la planification gouvernementale et de l'existence d'autres cadres, la façon d'aborder l'élaboration des politiques des gouvernements n'a pas fondamentalement changé. Il existe tout de même quelques exceptions de taille, comme la Nouvelle-Zélande, l'Écosse, l'Islande et le Pays de Galles où les dirigeants tiennent compte du bien-être de chacun au moment de fixer les priorités du gouvernement et d'établir son budget.

Notre modèle économique mondial, qui repose avant tout sur l'optimisation du PIB, a échoué. Il est urgemment nécessaire d'établir un nouveau contrat social et les responsables politiques doivent regarder au-delà du PIB et s'intéresser au bien-être et à la qualité de vie des populations. Ils doivent garantir des emplois décents et des niveaux de vie de qualité, promouvoir l'accès aux services publics et à la protection sociale, prendre les mesures nécessaires pour faire face au changement climatique et promouvoir une transition juste, protéger les libertés et les droits démocratiques, et favoriser une participation effective à la société.

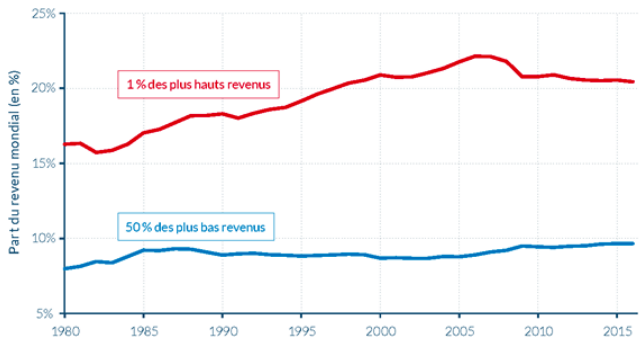
La transition d'un indicateur unique pour mesurer les progrès économiques vers une série d'indicateurs plus équilibrés et plus complets constituerait une première étape nécessaire pour placer la répartition des revenus et des richesses, ainsi que le bien-être et la durabilité au cœur des programmes politiques. Une telle approche aiderait à restaurer la confiance dans les processus d'élaboration des politiques et permettrait de reconstruire un modèle économique mondial bien différent pour assurer une reprise et renforcer la résilience, plaçant sur un même pied d'égalité les individus et la planète d'une part, et les économies de l'autre, et garantissant une résistance contre de futures crises.

Huit éléments qui démontrent que le PIB ne mesure pas intégralement les progrès économiques

1. Si le PIB mesure bien la production économique, il ne reflète pas correctement la répartition de la croissance économique ni n'indique qui en sont réellement les bénéficiaires.

De plus, les taux de croissance du PIB ne précisent pas si l'augmentation des revenus qui accompagne la croissance du PIB est généralisée et uniforme. Depuis une dizaine d'années, la hausse des revenus associée à la croissance économique profite de plus en plus à une poignée de quelques privilégiés, alors que la moitié la plus pauvre de la population mondiale n'a quasiment pas bénéficié de cette croissance. Comme le montre le graphique ci-dessous, la part des revenus mondiaux générés bénéficiant au 1 % des personnes les plus riches a considérablement augmenté depuis 1980. En 2016, 22 % de tous les revenus mondiaux revenaient au 1 % des plus hauts revenus, alors que la moitié des plus bas revenus n'en percevait que 10 %.

Montée de la part du 1 % des plus hauts revenus et stagnation de la part des 50 % des plus bas revenus dans le monde, 1980-2016



Source : Rapport sur les inégalités mondiales (2018)

2. Une telle hausse des inégalités est révélatrice d'un système économique qui favorise les nantis et ne prête pas attention aux préoccupations de la majorité de la population.

Le Sondage d'opinion mondial de la CSI, réalisé auprès de la population de 16 pays sur les cinq continents, a constaté que plus de sept personnes interrogées sur dix (71 %) pensent que les travailleurs n'ont pas suffisamment d'influence sur la façon dont les règles de l'économie mondiale sont établies et que le 1 % des personnes les plus riches en exercent trop[1].

3. Le recours exclusif au PIB pour mesurer les résultats économiques d'un pays ne permet pas non plus de savoir si l'augmentation de la croissance contribue à améliorer les salaires et les conditions de travail de la main-d'œuvre.

Dans certains pays, la croissance du PIB a effectivement donné lieu à des hausses salariales et à des améliorations des conditions de travail. Il est également vrai que des niveaux plus élevés du PIB par habitant sont en général associés à de meilleurs systèmes de santé et d'éducation, à des salaires plus hauts et à des taux de pauvreté et de chômage plus bas. Toutefois, dans bien des pays, la croissance du PIB et les niveaux plus élevés du PIB par habitant ne se sont pas suffisamment traduits par des améliorations des conditions de vie et de travail. En outre, ces dernières décennies, dans la plupart des pays, l'évolution des salaires n'a pas du tout suivi la courbe de croissance du PIB.

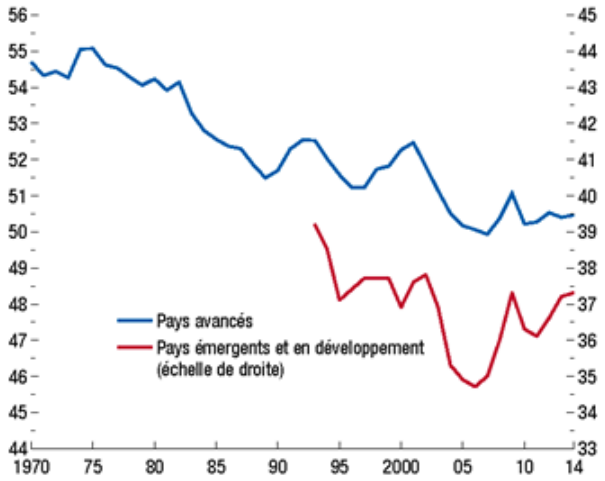
Comme démontré ci-après, la part des salaires en tant que pourcentage du PIB (c'est-à-dire la part des revenus du travail) a sensiblement diminué au cours des dernières décennies, aussi bien dans les économies de marché les plus avancées que dans des économies émergentes, les salaires stagnant par rapport à la hausse de la productivité[2]. Une fois encore, la lenteur de l'augmentation des salaires ne concerne pas les personnes aux revenus les plus élevés dont la rémunération a augmenté beaucoup plus rapidement que ceux d'autres groupes de revenus[3].

4. Même avant la pandémie de COVID-19, la piètre qualité des emplois et la prolifération d'emplois faiblement rémunérés et précaires expliquaient la chute de la part des revenus du travail.

Régulièrement, les décideurs politiques ont eu recours à des politiques de salaires minimums faibles ou inexistants, à des mesures destinées à précariser le marché du travail et à restreindre les droits fondamentaux des travailleurs pour réduire les coûts de la main-d'œuvre et augmenter autant que possible les bénéfices aux dépens des travailleurs et de leur famille. Des organisations internationales et des institutions financières ont souvent prôné de telles stratégies[4].

En d'autres termes, dans de nombreux pays, la croissance du PIB n'est pas partagée avec la grande majorité des travailleurs par le biais d'augmentations des salaires, mais elle est plutôt encouragée au détriment des emplois et des moyens de subsistance des travailleurs.

Évolution de la part du revenu du travail

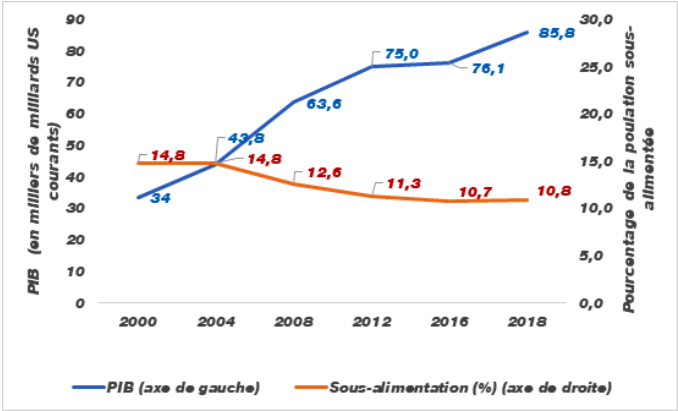


Source : Fonds monétaire international (FMI) (2017), Drivers of Declining Labor Share of Income

5. Si le PIB reflète les revenus financiers générés par la production économique, il ne contient aucune information relative au bien-être des travailleurs et de la société en général.

Les conditions de travail, les niveaux de pauvreté et l'accès à des services essentiels, comme les soins de santé et l'éducation, ne sont tout simplement pas pris en considération dans la comptabilité nationale. Au cours des deux dernières décennies, la croissance du PIB mondial a pratiquement triplé et le PIB par habitant a plus que doublé[5], alors que, dans le même temps, la proportion de personnes souffrant de sous-alimentation dans le monde n'a diminué que de 4 % (ou de 28 % en général) et la lutte contre la faim n'a plus progressé dernièrement.

PIB mondial (en milliers de milliards de dollars US courants) et pourcentage de la population mondiale sous-alimentée (2000-2018)



Source : Calculs de la CSI sur la base de données de la Banque mondiale (PIB) et de la FAO (sous-alimentation).
Note : Les données de 2018 relatives à la sous-alimentation sont des projections de la FAO.

À titre d'illustration, l'Asie du Sud-est a connu une croissance économique rapide ces dix dernières années et son PIB a augmenté de 1100 milliards à 2500 milliards de dollars. Néanmoins, environ 80 % des habitants de la région n'ont toujours pas accès à des services abordables, comme les soins de santé[6] Dans un même ordre d'idées, en 2018, aux États-Unis – dont le PIB est le plus élevé au monde et affichant l'un des plus hauts niveaux de PIB par habitant –, 39,7 millions de personnes (soit 12 % de la population) vivaient dans une pauvreté absolue et 27,5 millions ne disposaient d'aucune assurance maladie[7]. Plus récemment, malgré le niveau inapproprié de protection sociale fournie par les prestations de chômage dans le pays, 29,7 millions de personnes aux États-Unis étaient au chômage[8].

6. La croissance du PIB n'a que rarement donné lieu à une augmentation des investissements sociaux.

L'accès à une protection sociale – contributive ou pas –, de même qu'à des services de base comme l'éducation et la santé reste une utopie pour un grand pan de la population mondiale. Plus de la moitié du globe n'a pas accès à une protection sociale et moins d'un tiers de la planète bénéficie d'un niveau de protection complet[9]. De plus, ces dernières années, les mesures d'austérité adoptées dans certains pays ont fortement réduit la couverture de la protection sociale, et l'adéquation et la durabilité des systèmes de protection sociale ont été remises en question[10]. La croissance économique rapide et généralisée qu'a connue le monde au cours des dernières années aurait dû permettre une amélioration rapide des moyens de subsistance de la population mondiale, mais cela n'a pas été le cas.

7. L'urgence du changement climatique a sérieusement remis en question notre modèle économique actuel de production et de consommation, et donc l'utilisation du PIB en tant qu'indicateur principal pour définir les politiques.

En effet, le PIB ne prend pas en considération l'impact environnemental des stratégies de croissance des pays, ne tenant compte que des «avantages» générés sans évaluer les «inconvénients» – c'est-à-dire les incidences négatives d'une telle croissance[11]. Les pays recherchent souvent la croissance en encourageant des activités qui nuisent à l'environnement et épuisent les ressources naturelles, alors que de telles ces stratégies ne sont pas durables sur le long terme et présentent des risques majeurs pour la santé et le bien-être de la population humaine, voire pour la survie à long terme sur terre.

De nombreuses études montrent comment une hausse du PIB peut souvent conduire à un épuisement plus marqué des ressources et à une plus grande utilisation d'énergie. Si certains pays ont récemment réussi à dissocier croissance et émissions de carbone[12], il a toutefois été signalé qu'une telle dissociation était souvent due à l'externalisation des processus de production néfastes pour l'environnement vers d'autres pays[13]. Pour générer une croissance économique tout en veillant à la pérennité environnementale et à la protection des ressources naturelles, de plus en plus d'économistes ont suggéré d'abandonner les processus linéaires de production et de consommation actuels, exagérément focalisés sur une croissance du PIB, pour se tourner vers une économie circulaire[14].

8. Le PIB ne tient absolument pas compte de la contribution de l'économie informelle ni de celle des femmes

Les calculs du PIB ne tiennent généralement pas compte du travail non rémunéré et informel, deux formes de travail où les femmes sont présentes de manière disproportionnée, sous-estimant ainsi la participation des femmes à l'économie et à la société en général. Des estimations prudentes indiquent qu'à l'échelle mondiale, la valeur du travail non rémunéré effectué par des femmes pourrait équivaloir à 10000 milliards de dollars par an, soit environ 13 % du PIB mondial[15]. Les personnes qui travaillent dans l'économie informelle représentent plus de 60 % de la main-d'œuvre mondiale et, dans certains pays, ce taux est nettement plus élevé[16]. Par exemple, en Inde, la contribution des travailleurs informels – qui représentent plus de 90 % de la main-d'œuvre – à l'économie nationale est estimée à 62 % du PIB. Toutefois, aucune estimation officielle ne tient compte de ce chiffre[17].

Au-delà du PIB : initiatives en cours dans les pays et à l'échelle internationale

Plusieurs pays ont admis que le PIB n'offrait qu'une mesure incomplète des résultats économiques et sociétaux, et ont donc explicitement décidé de recourir à d'autres indicateurs ou à des indicateurs complémentaires pour étayer la définition des politiques.

En **Belgique**, l'Institut national de Statistique publie des indicateurs complémentaires au PIB sur la base des ODD des Nations Unies. Les partenaires sociaux belges discutent actuellement de la façon d'enrichir la série d'indicateurs pour davantage contribuer aux débats politiques.

Le **Bhoutan** a mis au point un indice du bonheur national brut qui englobe, par exemple, le bien-être psychologique, la santé, l'utilisation du temps, l'éducation, la viabilité de l'environnement et le niveau de vie. Lors de la définition des politiques nationales, cet indice prône sur le PIB.

En **Nouvelle-Zélande**, le ministère des Finances doit prendre en considération des questions sociales et environnementales, et non exclusivement le PIB, lors de sa planification économique.

En **Italie**, avant de discuter du budget, la loi relative au budget prévoit que chaque année, un rapport soit présenté au Parlement sur 12 indicateurs, dont le bien-être équitable et durable.

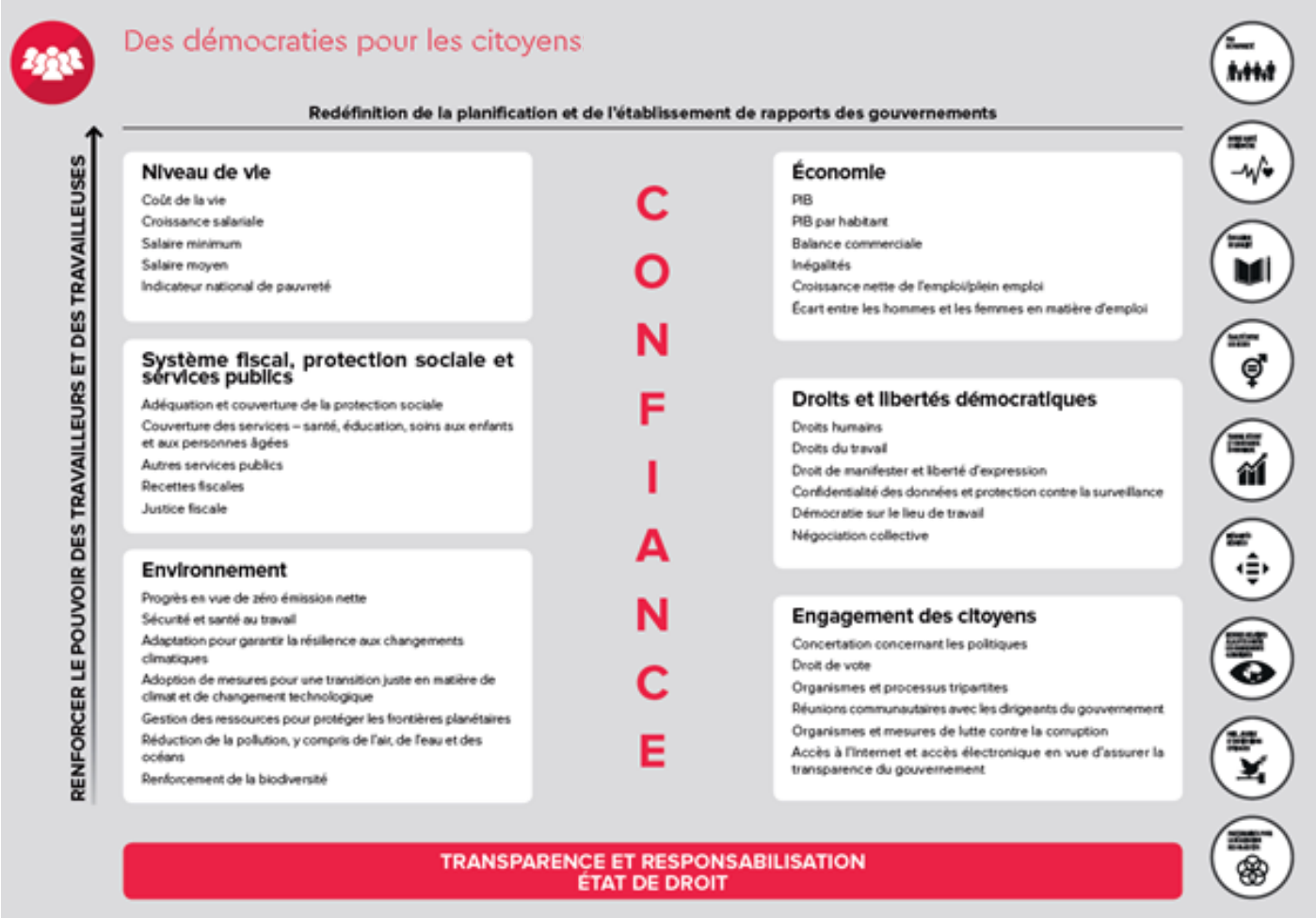
L'**Islande** et l'**Écosse** mettent au point des cadres de bien-être qui relèvent de la responsabilité du gouvernement.

Au **Danemark**, l'Institut national de statistiques publie régulièrement de nombreux indicateurs complémentaires au PIB qui portent notamment sur l'environnement, les conditions de vie, la fiscalité et les services publics pour étayer le processus d'élaboration des politiques.

À l'échelle internationale, les Nations Unies ont conçu l'**indicateur du développement humain** (IDH). Il s'agit d'un indice composé qui s'intéresse aux résultats des pays dans les domaines suivants : l'espérance de vie en fonction de la santé, le nombre d'années d'éducation prévues et le nombre moyen d'années d'éducation et le revenu national brut par habitant. Néanmoins, dans la pratique, cet indicateur est souvent fortement relié au PIB par habitant.

Les Nations Unies ont également prévu les **indicateurs de suivi des ODD**, destinés à suivre les progrès effectués en fonction des engagements des pays à réaliser les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Ils portent sur une série d'objectifs, dont la réduction de la pauvreté, l'égalité des genres, le travail décent et la croissance économique, la santé, la nutrition, l'éducation, l'action climatique et la réduction des inégalités de revenus.

Au-delà du PIB : six indicateurs de rééquilibrage pour étayer l'établissement des rapports et la définition des politiques des gouvernements



Les opposants au PIB indiquent à juste titre que ce que nous évaluons influence ce que nous faisons et si les mesures sont limitées ou imparfaites, les décisions risquent d'être faussées[18]. Pour combler l'écart entre l'évaluation des résultats économiques et sociétaux et la réalité à laquelle les travailleurs et les citoyens sont confrontés, des mesures complémentaires au PIB s'imposent et des actions doivent être adoptées pour encourager les gouvernements à ne pas se contenter de politiques axées sur le PIB. C'est un point de vue qui a été confirmé par la Commission mondiale sur l'avenir du travail de l'OIT qui a souligné le besoin non seulement d'élaborer des indicateurs supplémentaires de progrès vers le bien-être, l'environnement durable et l'égalité, mais également d'adapter les politiques et de refondre les dispositifs incitatifs pour les entreprises[19].

Une nouvelle série d'indicateurs

Les syndicats proposent une série d'indicateurs pour compléter le PIB et tenir compte des principaux éléments d'une société et d'une économie qui fonctionnent bien. Cela est d'autant plus important pour l'emploi compte tenu de la probabilité que les politiques actuelles mènent encore à une «croissance sans création d'emplois». Ces indicateurs porteraient sur les points suivants :

- **L'économie** : les indicateurs mesureraient non seulement les résultats économiques, mais également la façon dont les revenus et les richesses sont répartis dans la population, ainsi que la façon dont la croissance crée des emplois plus nombreux et de meilleure

qualité. Il est possible de continuer d'utiliser le PIB en tant qu'indicateur, au même titre que le PIB par habitant, mais les gouvernements doivent s'efforcer d'améliorer l'indicateur de PIB pour qu'il reflète les précieuses contributions économiques dont il ne tient actuellement pas compte (par exemple, les soins non rémunérés et la part de l'économie informelle). De plus, d'autres indicateurs économiques pourraient faire leur apparition et mesurer les inégalités salariales (par exemple, le coefficient de Gini), la part des revenus du travail, la croissance nette de l'emploi et les inégalités des genres sur le marché du travail.

- **Les niveaux de vie** : les indicateurs mesureraient l'accès de la population à des niveaux de vie décents. De tels indicateurs pourraient inclure le coût de la vie, les salaires moyen et médian, la croissance salariale et les salaires minimums. Une importance serait également accordée aux niveaux de pauvreté, mais ces estimations doivent être crédibles, propres à chaque pays et fondées sur le coût de la vie, au lieu de reposer sur un seuil de pauvreté défini par la Banque mondiale[20].

- **La fiscalité, la protection sociale et les services publics** : les indicateurs évalueraient la façon dont les revenus sont imposés dans la population et investis dans des prestations essentielles et des services indispensables. Il peut s'agir d'indicateurs sur la progressivité de l'impôt, la couverture de la protection sociale et l'accès à des services publics essentiels comme la santé, l'éducation, la petite enfance et les soins aux personnes âgées.

- **L'environnement** : les indicateurs mesureraient la viabilité environnementale, notamment les indicateurs qui suivent les progrès vers l'élimination de toute émission nette, évaluent les niveaux de pollution et rendent compte de l'existence de mesures pour une transition juste. La question de la sécurité et de la santé au travail aurait également toute son importance.

- **Les droits et les libertés démocratiques** : les indicateurs mesureraient le respect des droits humains et du travail, et pourraient comprendre l'indice CSI des droits dans le monde, porter sur la couverture de la négociation collective et du dialogue social et rendre compte des droits des migrants. Des mesures relatives à la démocratie sur le lieu de travail pourraient aussi être incluses.

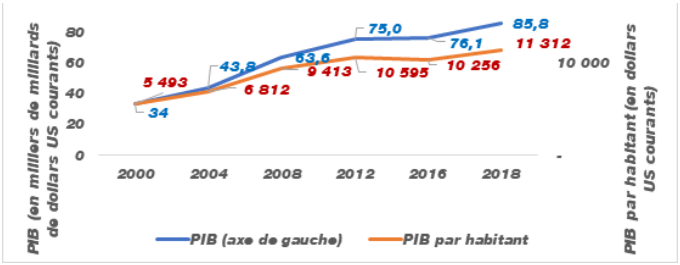
- **La participation des citoyens** : les indicateurs évalueraient la mesure dans laquelle la population participe aux décisions qui la concernent, ainsi que le niveau de transparence du gouvernement. Par exemple, il peut s'agir d'indicateurs liés à la concertation politique, au droit de vote, à l'existence d'organismes et de processus tripartites et aux mesures de lutte contre la corruption.

Vous trouverez dans les six sous-parties qui suivent une justification de la pertinence de chacun de ces indicateurs pour inciter les gouvernements à ne pas limiter leurs rapports au seul PIB.

1. L'économie

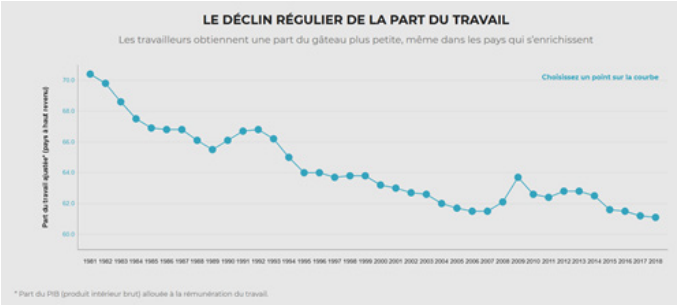
Lors de l'examen de la santé d'une économie, le PIB fournit des informations importantes aux décideurs politiques, car il montre la valeur totale des biens et des services produits dans un pays, fournissant ainsi une illustration de la taille de l'économie. Le PIB par habitant constitue également un indicateur précieux puisqu'il montre la taille de l'économie par rapport à la taille de la population, permettant ainsi plus facilement de déterminer si une croissance économique évolue proportionnellement à la croissance démographique et facilitant aussi la comparaison entre économies de différentes tailles de population. **Toutefois, l'analyse seule de la croissance du PIB et du PIB par habitant ne permet pas de préciser la façon dont les fruits de l'économie mondiale sont partagés entre les citoyens du monde.**

Croissance mondiale du PIB et du PIB par habitant



Source : Calculs de la CSI sur la base de données de la Banque mondiale (2018, dernières données disponibles)

À l'échelle mondiale, le PIB et le PIB par habitant ont tous les deux considérablement augmenté ces deux dernières décennies : le PIB a presque triplé alors que le PIB par habitant a plus que doublé. **Pourtant, au cours de cette période de croissance rapide, les salaires ont stagné partout dans le monde et n'ont pas suivi la courbe de croissance de la productivité.** La croissance mondiale des salaires réels n'a pas suivi le rythme de la croissance économique, n'augmentant que de 1,6 % en 2017, soit la plus faible hausse depuis 2008[21] et la part des salaires en tant que pourcentage du PIB a fortement diminué dans la plupart des pays[22], les fruits de la croissance économique n'ayant pas été partagés avec les travailleurs par l'intermédiaire d'augmentations salariales.



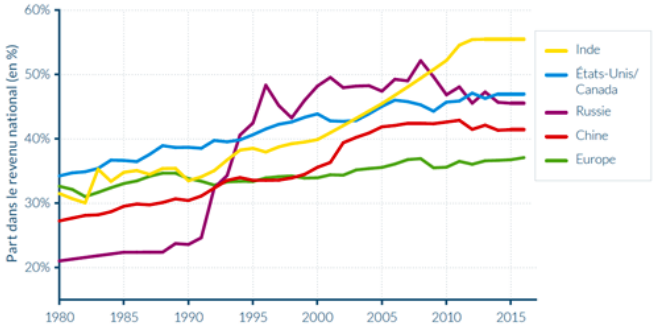
Source : Bureau international du Travail (BIT) sur la base des données macroéconomiques AMECO de la Commission européenne

Du reste, la croissance du PIB ne s'est pas accompagnée d'une hausse suffisante du nombre d'emplois. Selon l'OIT, près d'un demi-milliard de personnes n'ont pas facilement accès à un travail rémunéré ou sont sous-employées, c'est-à-dire qu'elles travaillent moins d'heures rémunérées qu'elles ne le souhaiteraient[23]. La création d'emplois n'est pas suffisante et le chômage devrait encore croître de 2,5 millions de personnes rien qu'en 2020[24], alors que pour les personnes qui ont un travail, la qualité des emplois reste préoccupante, de nombreux pays enregistrant une hausse des emplois faiblement rémunérés, précaires et informels.

L'inégalité de revenus est élevée et ne cesse de croître dans la plupart des pays. Actuellement dans le monde, 2153 milliardaires détiennent plus de richesses que 4,6 milliards de personnes, soit 60 % de la population mondiale,[25] et 50 entreprises détiennent ensemble des richesses équivalentes à celles de cent pays[26]. Dans certains cas, la pandémie de COVID-19 a été une aubaine, comme pour le patron d'Amazon, Jeff Bezos, dont la richesse a augmenté de 13 milliards de dollars en seulement une journée (20 juillet 2020). Sa fortune personnelle est aujourd'hui estimée à 189 milliards de dollars[27].

Comme le montre le graphique ci-dessous, les 10 % des personnes les plus riches détiennent une part de plus en plus importante des revenus du monde, alors que la part des revenus de la classe moyenne a diminué pour atteindre désormais 38 %, par rapport à 43 % en 1980[28]. Les inégalités de revenus croissantes mettent en péril l'équité sociale, contribuent à la hausse de la pauvreté et de l'exclusion sociale, menacent la cohésion sociale[29] et sapent toute possibilité de progrès économiques durables[30]. Les responsables doivent en tenir compte au moment de contrôler la taille et la santé des économies.

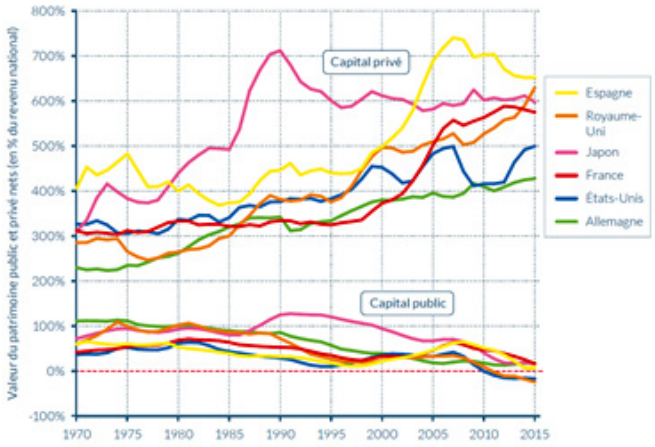
Évolution de la part du revenu national détenu par les 10 % des personnes les plus riches dans une série d'économies choisies



Source : Rapport sur les inégalités mondiales (2018) – base de données WID.world (2017)

Ces dernières décennies, la hausse des inégalités de revenu a été concomitante à l'augmentation significative des richesses privées par rapport aux richesses publiques (c'est-à-dire la totalité des avoirs publics moins les dettes). Le Rapport sur les inégalités mondiales montre que des économies nationales continuent de s'enrichir alors que leur gouvernement s'appauvrit et l'explique par la prise de contrôle privée de nombreuses richesses publiques dans presque tous les pays, qu'ils soient riches ou émergents, souvent dans le cadre de politique de privatisation[31]. La diminution des richesses publiques limite les capacités des gouvernements à réglementer l'économie et ses acteurs économiques privés – qui deviennent des forces économiques de plus en plus puissantes – et les empêche de redistribuer les revenus par l'intermédiaire de politiques du marché du travail, de la fiscalité et de la protection sociale.

Montée du capital privé et déclin du capital public dans certaines économies choisies



Source : Rapport sur les inégalités mondiales (2018) – base de données WID.world (2017)

Les inégalités entre les hommes et les femmes au travail et dans le secteur des soins persistent partout dans le monde. La sous-représentation des femmes dans l'emploi formel et leur surreprésentation dans les

emplois faiblement rémunérés et précaires sont dues à la répartition inégale des soins entre les femmes et les hommes, à l'absence de services de soins à la personne abordables, aux préjugés de genre et à la discrimination. Actuellement, le taux d'activité mondial des hommes est de 74 % alors qu'il n'est que de 47 %[32] pour les femmes qui gagnent en moyenne 20 % de moins que les hommes pour chaque heure de travail.

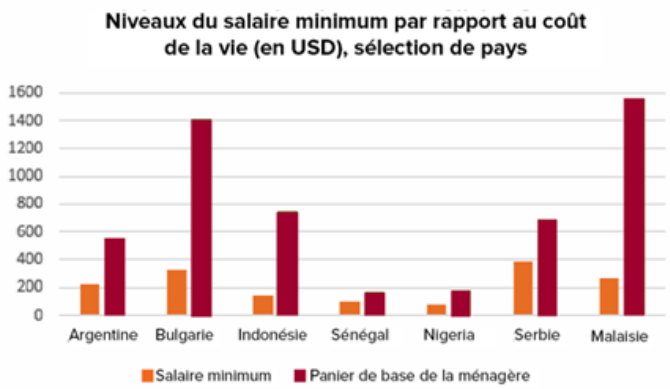
De plus, selon l'OIT, à l'échelle mondiale, les femmes et les filles effectuent tous les jours 12,5 milliards d'heures de travail non rémunéré. On estime que ce travail a une valeur monétaire de 10800 milliards de dollars par an, soit environ 13 % du PIB mondial ou trois fois la taille de l'industrie technologique mondiale[33]. Toutefois, les calculs du PIB ne tiennent pas compte de ce travail non rémunéré ni du travail effectué dans l'économie informelle dans laquelle travaillent pourtant 60 % des travailleurs du monde et où les femmes sont présentes de façon disproportionnée[34].

Pour réduire les écarts entre les hommes et les femmes, il est essentiel d'investir dans les soins à la personne, ce qui non seulement comblerait les écarts, mais favoriserait également la création d'emplois, dans le secteur des soins et en dehors de celui-ci, principalement pour les femmes, mais aussi pour les hommes[35].

Les gouvernements doivent chercher à dénoncer ces inégalités économiques en choisissant la façon dont ils souhaitent évaluer leur réussite économique. Une telle initiative permettrait de limiter certains des pires effets d'une approche exclusivement basée sur le PIB.

2. Les niveaux de vie

Des millions de personnes qui travaillent dans le monde ne gagnent pas assez pour vivre dignement. L'insuffisance des salaires et l'inadéquation ou l'inexistence de salaires minimums ne permettent pas aux travailleurs et à leur famille de mener une vie décente. Selon le Sondage d'opinion de la CSI, 83 % des citoyens de 13 des pays membres du G20 estiment que le salaire minimum n'est pas suffisant pour vivre. Environ 300 millions de travailleurs et de travailleuses de pays émergents et en développement gagnent actuellement moins de 1,90 dollar par jour et ils seraient 430 millions dans ces mêmes pays à gagner entre 1,90 et 3,10 dollars par jour[36], alors que des millions d'autres personnes vivent avec moins que la somme nécessaire pour leur permettre de vivre dignement avec leur famille. Nombre de gouvernements ont pour stratégie de maintenir les coûts de main-d'œuvre au plus bas pour tenter d'attirer des investissements et parvenir à une croissance économique. Pourtant, de plus en plus d'éléments prouvent que de telles approches négligent les effets négatifs des salaires de misère sur la demande globale, la productivité et l'emploi formel[37].



Source : Forums régionaux de la CSI sur le salaire minimum, ministères nationaux
Note : lorsque plusieurs salaires minimums existent, le plus bas a été retenu. Le coût des paniers de biens essentiels a été calculé pour un ménage de taille moyenne.

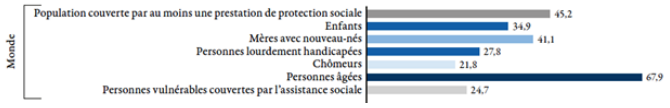
Malgré des décennies d'engagements internationaux visant à réduire la pauvreté, elle persiste dans le monde et augmente même dans certains pays. Si certaines institutions internationales, comme la Banque mondiale, affirment que la pauvreté a diminué ces dernières années, des estimations régionales et nationales contredisent ces déclarations. En 2018, un rapport de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique soulignait que 520 millions de personnes de la région étaient sous-alimentées et 1,2 milliard de personnes n'avaient pas accès à des services d'assainissement de base. Des estimations de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes indiquent que la pauvreté et l'extrême pauvreté ont augmenté toutes les deux depuis 2012 (respectivement de 29,6 % et de 10,2 %).

En mesurant les niveaux de vie, et non exclusivement le PIB, les gouvernements n'ont rien à craindre. L'augmentation des salaires, la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des niveaux de vie en général comportent des avantages économiques importants. Si les employeurs invoquent souvent les prétendus effets négatifs d'une hausse du salaire minimum sur les capacités de fonctionnement d'une entreprise, dont des réductions d'emploi, la grande majorité des ouvrages montrent que les salaires minimums n'ont que peu d'effets sur l'emploi[38]. Des études menées dans des économies émergentes, comme le Brésil, l'Indonésie, l'Inde et l'Afrique du Sud, suggèrent que le salaire minimum a une incidence insignifiante, voire positive sur l'emploi, et des effets concrets sur la pauvreté et les inégalités de revenus[39]. Des recherches de la CSI ont aussi montré qu'une augmentation du salaire minimum pour garantir un salaire vital ne représenterait qu'une fraction des bénéfices engrangés par les grandes entreprises, alors que les gains pour les travailleurs de leur chaîne d'approvisionnement peuvent monter jusqu'à 17000 dollars[40]. Du reste, l'OCDE a mis en avant l'augmentation de l'utilisation des compétences et la croissance de la productivité qui découlent d'une hausse des salaires minimums, en plus de la diminution de la pauvreté au travail[41].

3. La fiscalité, la protection sociale et les services publics

La protection sociale est un droit humain internationalement reconnu. Pourtant, de façon alarmante, sa couverture à l'échelle mondiale reste faible. En effet, moins d'un tiers de la population mondiale est couverte par un système complet de protection sociale et moins de la moitié a accès à au moins une prestation de protection sociale. Certains groupes précis sont exclus de façon disproportionnée, comme les femmes, les migrants, les travailleurs informels et les personnes qui occupent des formes précaires d'emploi, ce qui les expose à un risque exagéré de pauvreté et d'exclusion. En outre, même parmi les personnes qui ont accès à la protection sociale, les niveaux des prestations sociales sont souvent lamentablement bas et insuffisants pour garantir des moyens de subsistance dignes. Les récentes réductions opérées dans le cadre de la sécurité sociale, associées à la hausse des formes atypiques de travail menacent l'adéquation, la couverture et la base de financement de la protection sociale, accentuant la vulnérabilité des travailleurs[42].

Couverture effective de la protection sociale, estimation mondiale, par groupe de population (pourcentage)



Source : BIT (2018), Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019[43]

Les investissements du gouvernement dans les services publics – notamment dans la santé, l'éducation et le secteur des soins – jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité, la promotion de la santé, du développement des compétences et de l'employabilité et de l'égalité des chances. Toutefois, le financement des services publics est outrageusement faible dans bien des pays. L'absence de soins de santé abordables oblige environ 800 millions de personnes à consacrer au moins 10 % des revenus de leur ménage à des dépenses directes de santé, et 100 millions d'entre elles basculent dans l'extrême pauvreté[44].

La disponibilité de services de soins formels est également limitée dans de nombreux pays. Plus de 35,5 millions d'enfants de moins de cinq ans restent seuls à la maison sans adulte, faute de possibilités de garde[45] et des millions de femmes ne peuvent entrer sur le marché du travail parce qu'elles n'ont pas accès à des services de garde abordables[46]. En 2016, 263 millions d'enfants et de jeunes n'étaient pas scolarisés, soit environ un cinquième de cette tranche de la population mondiale[47].

Certains gouvernements invoquent souvent le caractère inabordable d'une protection sociale et de services publics universels pour justifier les réductions budgétaires ou le refus d'en étendre la couverture, pourtant, **des éléments prouvent que l'extension de la protection sociale et des services publics est économiquement faisable dans la plupart des pays**. Des estimations de la Fondation Friedrich Ebert montrent, par exemple, que, dans le court terme, 71 pays pourraient instaurer des socles de protection sociale pour tous en n'y consacrant que deux pour cent supplémentaires du PIB, voire moins. **Combler ce déficit de financement relève donc largement d'une volonté politique**[48].

En plus d'être abordable, l'investissement dans la protection sociale et les services publics est grandement bénéfique pour les collectivités et l'économie en général. Ses effets positifs sur les compétences, l'employabilité et la productivité générale ont été démontrés[49]. L'existence de services formels de garde pour les enfants et de soins pour les personnes âgées supprime également un obstacle à l'entrée et au maintien des femmes sur le marché du travail, augmentant ainsi les recettes fiscales et les cotisations de sécurité sociale.

Cette stratégie comporte également des avantages macroéconomiques plus vastes, notamment une plus forte demande globale. Des études ont en effet montré que lors de la crise financière de 2008, les pays qui disposaient d'un système efficace de protection sociale avaient pu mieux réagir à la crise, car les prestations sociales ont permis de protéger la consommation et ont ainsi évité que la situation empire. Le coût des dépenses sociales a généralement été inférieur de moitié au coût économique de la hausse du chômage qui aurait pu survenir[50].

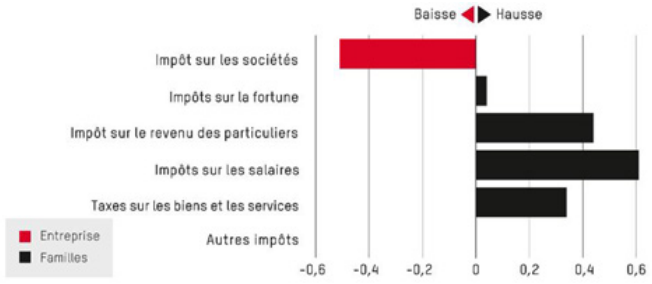
Une fiscalité équitable est essentielle pour garantir une base de financement solide à la protection sociale et aux services publics. Dans certains pays, la pression fiscale est plus forte pour les groupes de revenus plus faibles plutôt que pour ceux de revenus plus élevés. Par exemple, au Brésil et au Royaume-Uni, les 10 % des personnes les plus pauvres de la population consacrent une part plus importante de leur revenu familial aux impôts que les 10 % les plus riches[51].

Comme le montre le graphique ci-dessous, les taux d'imposition des personnes aisées et des entreprises ont diminué ou stagné ces dernières années par rapport à ceux des travailleurs et des familles ordinaires. Par exemple, dans les pays riches, le taux maximum moyen d'impôt sur le revenu des particuliers a chuté, passant de 62 % en 1970 à 38 % en 2013, et dans les pays pauvres, le taux moyen est de 28 %[52]. Selon des estimations d'Oxfam, une augmentation de

0,5 % de l'impôt sur la fortune du 1 % des personnes les plus riches suffirait à augmenter les recettes fiscales et à couvrir largement les dépenses annuelles pour éduquer 262 millions d'enfants déscolarisés et fournir les soins de santé nécessaires pour sauver 3,3 millions de vies[53]. En plus de réparer des injustices fiscales de longue date, il est également nécessaire d'introduire de nouveaux impôts, comme des «taxes numériques» sur les bénéfices considérables des mastodontes multinationaux numériques.

Tout gouvernement responsable qui cherche à regarder au-delà du PIB devrait évaluer l'accès de ses citoyens à la protection sociale, l'ampleur des investissements dans les services publics et l'équité de son système fiscal. Ce faisant, il est possible de dénoncer, de remettre en question et de revoir certains des pires exemples d'inégalité sociale.

Évolution des recettes fiscales 2007-2015 (% PIB)



Source : Oxfam (2019), Services publics ou fortunes privées?

4. L'environnement

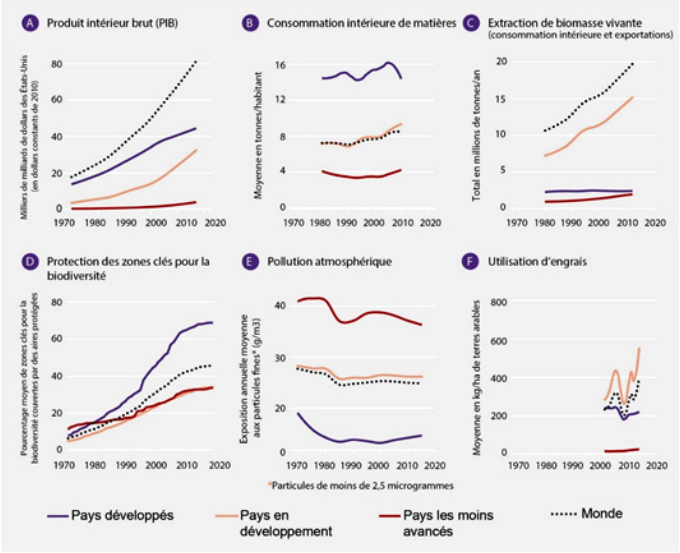
Si la croissance économique a permis à certains d'accroître leur prospérité, surtout dans les pays développés, les effets sur l'environnement, par l'utilisation de ressources naturelles, la pollution et la production de déchets, ont aussi fortement augmenté. Les modes de production et de consommation non durables remettent en question notre modèle économique actuel.

Le sixième rapport sur l'avenir de l'environnement mondial (GEO-6) du Programme des Nations Unies pour l'environnement conclut que le monde n'est pas en voie de tenir compte de la dimension environnementale des Objectifs de développement durable, ni de réaliser d'autres objectifs environnementaux convenus sur le plan international d'ici 2030, ni d'assurer une pérennité à long terme d'ici 2050[54] :

- À cause des émissions actuelles et passées de gaz à effet de serre, le monde traverse déjà une période prolongée de changement climatique allant de pair avec des risques, multiples et croissants, pour l'environnement et la société.
- La **pollution atmosphérique** devrait continuer d'avoir d'importants effets négatifs sur la santé et provoquer entre 4,5 et 7 millions de décès prématurés tous les ans d'ici la moitié du siècle.
- La **perte de biodiversité** due au changement d'affectation des terres, à la fragmentation de l'habitat, à l'exploitation excessive et au commerce illégal d'espèces sauvages, aux espèces envahissantes, à la pollution et au changement climatique provoque une extinction massive de certaines espèces, y compris des fournisseurs de services essentiels à l'écosystème, comme les pollinisateurs.
- Les **déchets plastiques marins**, y compris les microplastiques, envahissent tout l'écosystème marin, une présence qui affecte également le secteur de la pêche et la collecte de coquillages.
- La **dégradation des terres** menace de plus en plus le bien-être et les écosystèmes humains, en particulier pour les personnes des zones rurales qui dépendent le plus des terres pour leur subsistance.
- Les **ressources naturelles**, comme l'eau douce et les océans, sont souvent surexploitées, mal gérées et polluées.
- Tous les ans, des **infections résistantes aux antibiotiques** emportent plus de 700000 personnes dans le monde, un chiffre qui, selon des prévisions faites avant la pandémie de COVID-19, devrait fortement augmenter. Il est probable que l'incidence de l'épidémie sur les services de santé augmente considérablement ce chiffre.
- Les effets néfastes de l'**utilisation inadaptée de pesticides, de métaux lourds, de plastiques et d'autres substances** sont grandement préoccupants, car ces composés se retrouvent à des niveaux alarmants dans notre chaîne alimentaire.

Il existe des différences notables entre les économies développées, en développement et les moins développées en ce qui concerne la durabilité environnementale des économies (voir le graphique ci-dessous)[55]. Le PIB mondial a été multiplié par quatre en termes réels, mais la grande majorité de la croissance s'est produite dans les pays développés et en développement (A). Pour répondre à la demande de la consommation domestique et de l'exportation, l'extraction de biomasse (c'est-à-dire, les cultures, les poissons, etc.) est plus importante dans les pays en développement et augmente rapidement (B). Toutefois, la consommation de matières par habitant dans chaque pays (provenant des importations et de la production nationale) est plus forte dans les pays développés (C). Dans l'ensemble, la protection des

zones clés pour la biodiversité augmente, surtout dans les pays développés (D). C'est dans les pays les moins développés que la pollution atmosphérique est la plus forte (E), mais les défis posés par la pollution diffuse due à l'utilisation d'engrais sont plus importants dans les pays en développement (F).



Source : Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services

Face à ces menaces, évidentes et actuelles, pour toute vie sur terre, les gouvernements devraient envisager l'adoption d'autres mesures exigeant que leurs citoyens changent leurs modes de vie et imposant à leur économie qu'elle respecte les limites de la planète.

De telles mesures devraient exiger que les pays s'engagent sur la voie de l'élimination de toute émission nette de carbone d'ici 2050, réduisent leur utilisation de matières premières et récompensent l'économie circulaire qui réduit la pollution et la production de déchets. De telles mesures doivent s'appliquer en premier lieu aux plus gros consommateurs qui se trouvent principalement dans les pays les plus riches.

Il est tout aussi urgent de prendre le chemin d'une transition juste qui devrait donner lieu à des modifications des modèles de consommation et de production, des changements essentiels pour contrer la menace du changement climatique. En tant que processus s'appliquant à toute l'économie, une telle stratégie peut être à l'origine des plans, des politiques et des investissements qui mèneront à un avenir durable allant de pair avec le plein emploi, le travail décent et la protection sociale.

Un processus efficace de transition juste exige qu'un dialogue social ait lieu entre les gouvernements, les employeurs et les syndicats de travailleurs pour concevoir les mesures qui restaureront la confiance et garantiront un soutien au revenu sûr pour les travailleurs touchés, au même titre que des formations et des recyclages du personnel. Déjà 80 pays sont convenus d'adopter des mesures pour une transition juste dans le cadre du Sommet Action climat des Nations unies[56] et de la déclaration de Silésie[57]. Mais il est urgent de mettre en œuvre ces plans. De plus, seule une poignée de pays ont mis à jour leurs contributions déterminées au niveau national (leur plan national de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) pour y inclure des mesures de transition juste.

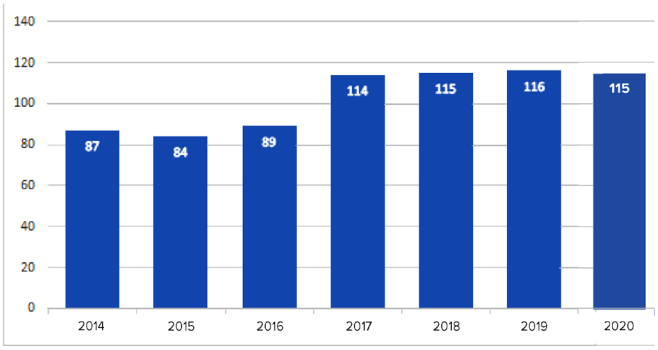
5. Les droits et les libertés démocratiques

Partout dans le monde, la démocratie est en crise et l'espace démocratique se réduit considérablement. L'édition 2020 de l'Indice CSI des droits dans le monde dénonce les tentatives systématiques de réduction de la liberté et de la démocratie, et signale que de telles violations ont augmenté ces six dernières années. En 2020, 56 pays ont interdit ou limité la liberté d'expression et de réunion alors qu'à l'échelle mondiale et de façon alarmante, des gouvernements se désengagent du processus démocratique et du pluralisme[58].

Les droits syndicaux, dont la liberté syndicale, le droit de négociation collective et le droit de grève, sont particulièrement visés. La rupture du contrat social entre les travailleurs, les gouvernements et les entreprises se note dans l'augmentation du nombre de pays qui empêchent les travailleurs d'exercer leur droit de constituer un syndicat ou d'y adhérer, de 92 en 2018 à 106 en 2020[59].

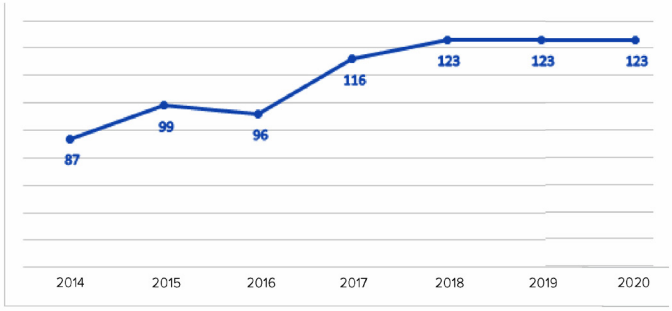
De plus, dans de nombreux pays, la négociation collective est sous pression depuis la crise financière de 2008. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, la couverture de la négociation collective a diminué d'un quart, de 45 % en 1985 à 32 % en 2017[60]. En 2020, de graves violations de la négociation collective ont eu lieu dans 115 pays et le droit de grève a été bafoué dans 123 pays[61].

Nombre de pays où des violations du droit de négociation collective ont été signalées



Source : Indice CSI des droits dans le monde 2019

Nombre de pays où des violations du droit de grève ont été signalées



Source : Indice CSI des droits dans le monde 2019

Des gouvernements autoritaires de droite s'attaquent à l'espace démocratique, aux droits et aux libertés, dont la liberté de parole, la liberté syndicale et la liberté de réunion. L'Indice CSI des droits dans le monde 2020 apporte la preuve que plusieurs pays permettent que des procès au pénal se tiennent contre des opposants politiques et des militants de la société civile grâce à des lois sur la diffamation aux contours vagues et en s'appuyant sur des accusations de corruption et d'aggravation de la situation économique et politique. De plus, les migrants et d'autres groupes minoritaires ont fait les frais des récents abus étatiques, dans des pays autoritaires aussi bien que démocratiques. Si rien n'est fait, de telles violations menacent la liberté de sociétés entières[62].

La confiance en la démocratie est brisée. Seulement un tiers des citoyens du monde pense que leur voix importe. Les jeunes ne croient plus en la démocratie : à peine 30 % des Américains nés dans les années 1980 pensent qu'il est «essentiel» de vivre dans une démocratie, alors que seulement 32 % des Européens de la génération du millénaire classent la démocratie dans leurs cinq principales valeurs sociales[63].

La corruption use le tissu social et sape la confiance des individus dans les systèmes économiques et politiques, les institutions et les dirigeants[64]. L'Indice de perception de la corruption montre que la corruption est plus présente dans les pays où de grosses sommes d'argent peuvent librement alimenter les campagnes électorales et où les gouvernements n'écoutent que les nantis ou les personnes qui ont des relations[65]. En Amérique latine, par exemple, 90 % de l'économie est contrôlée par des gouvernements de droite[66].

Entre-temps, le démantèlement systématique des fondements de la démocratie et la répression violente des manifestations mettent en péril la paix et la stabilité[67]. La répression et le déni d'accès à la justice sont utilisés pour réduire au silence l'ère de la colère[68].

La démocratie importe réellement et elle doit figurer au cœur des mesures que les gouvernements adoptent pour évaluer le succès de leur pays. Les récents mouvements de protestation dans toutes les régions du monde ont montré combien la demande en faveur d'une meilleure gouvernance est répandue et populaire, et ont souligné l'écart entre ce que les citoyens souhaitent et ce que les gouvernements proposent[69].

En adoptant de meilleures mesures en faveur de la démocratie et de la liberté, les pays doivent s'attendre à ce que leurs économie et société évoluent plus équitablement que dans ceux qui ne s'appuient que sur le PIB. Les citoyens veulent que leur gouvernement réécrive les règles de l'économie et promeuvent une croissance et une prospérité partagée. Selon le Sondage d'opinion mondial de la CSI, 85 % de la population veut que les règles de l'économie mondiale changent et que les gouvernements agissent dans l'intérêt des citoyens[70]. Il est pour cela essentiel de mettre en œuvre les promesses faites dans la Déclaration du centenaire de l'OIT qui garantissent la reprise et la résilience de l'économie mondiale[71].

Pour y parvenir, les gouvernements devront revoir la planification et l'établissement des rapports pour garantir leur responsabilisation, la transparence et le respect du droit. C'est sur ces fondements que se bâtissent des démocraties fortes. Si l'on ne garantit pas aux citoyens le droit de vote et des circonscriptions et des processus électoraux équitables, si leur participation se limite à un bulletin de vote et qu'aucune consultation, aucune structure tripartite ni aucun dialogue social n'est mis en place, et si aucune autre mesure n'est adoptée pour tenir compte des demandes de la population, alors aucun obstacle ne viendra freiner l'essor de l'autoritarisme et l'extrême droite continuera de séduire celles et ceux qui se sentent exclus[72].

6. La participation des citoyens

Il est essentiel d'accorder une voix aux citoyens pour renforcer la confiance en la démocratie. Environ 40 % des personnes pensent que les gouvernements n'écoutent pas ce qu'elles ont à dire ou ne tiennent pas compte de leurs préoccupations[73].

D'autres recherches suggèrent que plus jeune sera la personne, plus grand sera ce sentiment et souvent plus forte sera l'expérience de l'exclusion. Alors que les gouvernements doivent accepter la responsabilité de la gouvernance, dans toutes les démocraties fortes, les dirigeants doivent résolument tenir compte des préoccupations de leurs citoyens et y répondre. Les démocraties saines doivent mettre en place une série de mécanismes permettant à leurs citoyens et résidents d'intervenir dans les décisions qui concernent leur vie. L'enjeu est ici de ne pas se contenter du bulletin de vote et d'offrir aux citoyens des possibilités de s'exprimer entre deux suffrages et de s'engager réellement sur certains points.

Les syndicats sont l'incarnation de l'engagement de la population, aussi bien dans leur vie professionnelle que dans la société en général. Toute contrainte imposée à l'organisation syndicale et à la négociation en diminue cette caractéristique, mais même lorsque ces droits sont correctement respectés, il y a d'autres façons de faire participer la population.

Plutôt que de se contenter de mesurer périodiquement et subjectivement la «réussite» d'un pays – que ce soit par l'analyse du PIB ou d'autres mesures, les gouvernements devraient accepter que les démocraties soient ouvertes, transparentes et responsables à tout moment, et doivent fournir les moyens d'y parvenir. Lorsque les mouvements de protestation révèlent des lacunes et que les gouvernements sont contraints de tenir compte des préoccupations de la population, des processus participatifs doivent être conçus pour améliorer la qualité de la démocratie.

Jurys ou assemblées de citoyens

Une possibilité est la création de «mini-publics» de délibération, souvent appelés «jurys citoyens» parce qu'ils suivent le modèle des jurys dans la justice, à savoir que des citoyens sont choisis pour représenter leurs pairs et délibérer sur une question. On les appelle également «mini-publics» parce que ces assemblées sont constituées de personnes reflétant la composition démographique d'une communauté. Les invitations sont envoyées au hasard et une autre sélection représentative et semi-aléatoire a lieu parmi les personnes qui s'enregistrent pour participer. Des études montrent qu'une grande majorité de ces personnes n'avaient pas eu l'occasion précédemment de participer à des décisions qui les concernent. C'est une façon de renforcer et d'étendre les pratiques démocratiques et d'accorder aux communautés plus de poids.

Ces petites assemblées se réunissent pendant un nombre déterminé de sessions. Elles sont soutenues par des personnes qualifiées et complètement indépendantes, et bénéficient de l'avis d'experts qu'elles peuvent également interroger pour travailler en tant que communauté à l'identification des problèmes qu'elle rencontre, des possibilités qui s'offrent à elle et des solutions à apporter. Leur objectif est d'élaborer une série de recommandations consensuelles à présenter aux responsables politiques et l'une des caractéristiques étonnantes de ces initiatives démocratiques est la régularité avec laquelle elles parviennent à une vision partagée par toute la communauté.

Les résultats prouvent que ce genre de démarches apporte plus de transparence aux processus gouvernementaux, à la fois en accentuant la qualité de l'engagement communautaire des décideurs et en permettant aux communautés de s'approprier directement le processus décisionnel. Ces processus sont très utiles pour garantir que les décisions que le gouvernement adopte correspondent au mieux aux besoins réels des communautés. Ils minimisent également le risque que les préjugés des responsables limitent les politiques publiques ou que des intérêts puissants ne fassent pression pour les ignorer.

L'initiative d'accorder une voix aux citoyens par tirage au sort – choix représentatif de personnes issues de la communauté – gagne aussi en popularité dans les villes, dans le cadre de la représentation communautaire, pour la distribution du travail dans certaines coopératives et d'autres mécanismes de consultation ou représentatifs.

En **Australie**, des gouvernements locaux et central, et certains services publics recourent aux jurys citoyens pour faire participer la communauté à des questions comme les priorités stratégiques, l'établissement du budget, la tarification de l'eau, les quotas relatifs à l'égalité des genres et la planification relative aux infrastructures[74].

En **Irlande**, le gouvernement a chargé plusieurs assemblées citoyennes de le conseiller sur différentes questions constitutionnelles qui ont ensuite été soumises à un référendum, comme l'égalité en matière de mariage, la réforme de la loi sur l'avortement et, actuellement, l'égalité des genres[75].

En **Belgique**, des gouvernements régionaux ont mis en place des assemblées citoyennes qui siègent en même temps que le Parlement et lui donnent leur avis sur des points identifiés par des citoyens[76].

L'**Assemblée des citoyens d'Écosse** (*Seanadh Saoranaich na h-Alba*) a été créée en 2019 par le gouvernement écossais. Composée de cent personnes, elle est chargée de délibérer sur trois grandes questions de la société écossaise :

- Quelle nation cherchons-nous à construire?
- Comment pouvons-nous surmonter au mieux les défis auxquels nous sommes confrontés, y compris ceux liés au Brexit?
- Quels autres travaux devraient être menés pour donner à la population les informations dont elle a besoin pour faire des choix éclairés sur l'avenir du pays?

En **France**, en janvier 2019, après des troubles civils, une coalition de «gilets verts» et de «gilets jaunes» («les gilets citoyens») a publié une lettre ouverte demandant au président Macron de créer une assemblée pour sortir de la crise démocratique, sociale et écologique. La participation de personnalités issues des mouvements verts et sociaux a appuyé cet appel qui a débouché sur la Convention citoyenne pour le climat. Composée de 150 citoyens tirés au sort sur la base de leurs numéros de téléphone, cette assemblée citoyenne a pour «mandat de définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990) dans un esprit de justice sociale». Environ 150 propositions ont été formulées et soumises pour action.

Participation numérique

Si la plupart des processus se tiennent en présentiel, de plus en plus de mécanismes sont mis en place virtuellement pour faire participer les plus jeunes, des personnes de différentes régions ou de plusieurs pays et des personnes qui ne peuvent pas ou ne veulent pas participer à des réunions en présentiel. Synthetron est l'une de ces plateformes, utilisée lors des débuts de la plateforme d'innovation démocratique G1000 en Belgique et a fait participer des jeunes de huit pays au Pacte mondial des jeunes pour le climat[77].

Les mécanismes de consultation en ligne peuvent potentiellement supprimer de nombreux obstacles qui se posent à la participation de citoyens à tous les niveaux de la gouvernance. De plus en plus de gouvernements adoptent une approche plus transparente et plus vaste de la définition des priorités, de la préparation des budgets et de la planification, prévoyant des méthodes de consultation délibératives et des rapports publics sur des mesures qui vont au-delà du PIB.

Des gouvernements du bien-être

L'Écosse, la **Nouvelle-Zélande**, l'**Islande** et le **Pays de Galles** s'accordent sur le fait qu'au 21e siècle, la notion de «développement» implique le bien-être humain et écologique. En tant que coalition de «gouvernements du bien-être»[78], ils s'engagent à :

- Collaborer dans la recherche de nouvelles approches stratégiques pour parvenir à des économies du bien-être, en partageant les éléments qui fonctionnent et qui ne fonctionnent pas pour éclairer le processus de définition des politiques pour le changement.
- Progresser vers les Objectifs de développement durable des Nations Unies, conformément à l'ODD 17, en encourageant les partenariats et la coopération pour identifier des approches en vue de parvenir au bien-être.
- Relever les défis économiques, sociaux et environnementaux urgents de notre époque.

Ils sont soutenus par l'ONG Wellbeing Economy Alliance[79] dont les objectifs correspondent à ceux de la campagne «Nouveaux fronts» de la CSI visant à reconstruire la confiance en la démocratie; elle est également convaincue que la participation des citoyens est essentielle, car le dialogue social fonctionne.

Notes

1. Confédération syndicale internationale (CSI) (2017), *Sondage d'opinion*
2. Voir, à titre d'exemple, le *Rapport mondial sur les salaires 2016-2017* de l'Organisation internationale du Travail (OIT)
3. Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2017) : *Découplage salaires-productivité : Les faits au niveau macroéconomique*, Document de travail du Département des Affaires économiques de l'OCDE, nº 1373
4. Ortiz et Cummins (2019), *Austerity is the New Normal*
5. Base de données de la Banque mondiale sur le PIB mondial (en milliers de milliards de dollars US courants) et le PIB mondial par habitant (en milliers de milliards de dollars US courants), données de 2000 à 2018 (dernières données disponibles)
6. Commission économique pour l'Asie et le Pacifique, et Oxfam (2017), *Taxing for Shared Prosperity*
7. Sur la base de données de la Banque mondiale et de statistiques du Bureau américain du recensement (2018)
8. Département du Travail des États-Unis (DOL), *Unemployment Insurance Weekly Claims (News Release)*, 13 août 2020, https://www.dol.gov/ui/data.pdf. Economic Policy Institute, Millions of workers are relying on unemployment insurance benefits that are being stalled and slashed»
9. Bureau international du Travail (BIT), Rapport de la Commission de l'application des normes de l'OIT *2017-2019*
10. Rapport de la Commission de l'application des normes de l'OIT sur l'Étude d'ensemble sur les socles de protection sociale (2019)
11. Voir par exemple les conclusions de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (2008) : Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social
12. Pour consulter des résumés sur ce point, voir l'Agence européenne pour l'environnement (2015), *Continued Economic Growth?*, et le World Resources Institute (2016), *The Roads to Decoupling: 21 counties are reducing carbon emissions while growing GDP*
13. Bureau britannique des statistiques (2019), *The decoupling of economic growth from carbon emissions*
14. L'économie linéaire actuelle se fonde sur : 1) une production qui emploie en abondance des matières premières, 2) une consommation et une production de déchets aujourd'hui dont il faudra s'occuper demain, partant du principe que 3) notre planète dispose d'une capacité illimitée d'élimination des déchets. En revanche, l'économie circulaire se fonderait sur : 1) la réduction des déchets lors du cycle de production, 2) la régénération assurée des biens (naturels), 3) l'utilisation de matériaux durables, 4) la préservation des matières premières et de la santé de la planète, 5) la dissociation entre la croissance économique et l'utilisation des ressources, 6) l'assurance que les ressources préservent leur valeur maximale le plus longtemps possible et enfin, 7) une consommation responsable.
Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter : Programme des Nations Unies pour l'environnement (2019), *Advancing Sustainable Consumption & Production, Circularity in the economy of tomorrow*
15. McKinsey Global Institute (2015), *The Power of Parity: How advancing women's equality can add $12 Trillion to global growth*
16. BIT (2018), *Femmes et hommes dans l'économie informelle : Un panorama statistique*
17. Statistiques de la *Self-Employed Women's Association* (Association indienne des travailleuses indépendantes, SEWA)
18. Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (2008) : Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social
19. Commission mondiale sur l'avenir du travail (2019), *Travailler pour bâtir un avenir meilleur*
20. Pour une proposition plus détaillée sur la mesure mondiale de la pauvreté, voir Burrow (2019), *The World Bank Needs to Understand Poverty and What it Actually Costs a Family to Live on*
21. BIT (2019), *Emploi et questions sociales dans le monde*
22. BIT (2019), *The global labour income share and distribution: Key findings*
23. BIT (2020), *Emploi et questions sociales dans le monde*
24 Cette estimation ne tient pas compte des pertes d'emploi supplémentaires liées à la COVID-19. L'Observatoire de l'OIT fournit des mises à jour régulières des effets de la pandémie sur le monde du travail.
25. Oxfam (2020), *Celles qui comptent*
26. Rapport «Nouveaux fronts» 2016 de la CSI – *Scandale : Immersion dans les chaînes mondiales d'approvisionnement de 50 des plus grandes entreprises*
27. The Guardian (21 juillet 2020), *Jeff Bezos, the world's richest man, added £10bn to his fortune in just one day*
28. Chiffres basés sur la part de revenus des 40 % de la tranche intermédiaire. World Inequality Database (WID), consultée en février 2020, chiffres de 2016 (dernières données disponibles)
29. d'Hombres B., Weber A. et Elia L. (2012) : *Literature review on income inequality and the effects on social outcomes.*
30. Wilkinson R. et Pickett K. (2009) : *The Spirit Level, Why More Equal Societies Almost Always Do Better*
31. Rapport sur les inégalités mondiales (2018)
32. BIT (2020), *Emploi et questions sociales dans le monde*
33. Oxfam (2020), *Celles qui comptent*
34. BIT (2018), *Women and Men in the Informal Economy: A Statistical Picture*
35. CSI (2016), *Investir dans l'économie des soins : la voie vers la croissance*
36. BIT (2019), *Emploi et questions sociales dans le monde*
37. Voir par exemple, CSI (2018), *Pour une croissance induite par les salaires*
38. Banque mondiale, 2012, *Balancing Regulations to Promote Jobs*
39. Ibid.
40. Rapport «Nouveaux fronts» 2016 de la CSI – *Scandale : Immersion dans les chaînes mondiales d'approvisionnement de 50 des plus grandes entreprises*
41. OCDE (2016), *Perspectives de l'emploi*

42. La crise de la COVID-19 a aggravé la situation. Le tableau de bord des données de l'OIT : *Social Protection Monitor* suit les réponses de la protection sociale à la crise COVID-19 dans le monde
43. BIT (2018), *Rapport mondial sur la protection sociale 2017-2019*
44. Banque mondiale et Organisation mondiale de la Santé (OMS) (2017), *Tracking Universal Health Coverage: Global Monitoring report*
45. Overseas Development Institute (ODI) (2016), *The global childcare crisis: who bears the burden?*
46. Banque mondiale (2018), *Investing in Childcare for Women's Economic Empowerment*
47. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) (2018), *One in Five Children, Adolescents and Youth is Out of School*
48. Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) (2017), *Social Protection Floor Index*
49. Commission européenne (2013), *Evidence on Demographic and Social Trends, Social Policies' Contribution to Inclusion, Employment and the Economy*
50. Gouvernement australien, ministère des Affaires étrangères et du Commerce (2014), *Social protection and growth: Research synthesis. Social protection and growth: Research synthesis.*
51. Oxfam (2019), *Services publics ou fortunes privées?*
52. *Ibid.*
53 *Ibid.*
54. Programme des Nations Unies pour l'environnement (2019), *L'avenir de l'environnement mondial - GEO6*
55. Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) (2019), *Global Assessment on Biodiversity and Ecosystem Services*
56. https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_721166/lang--fr/index.htm
57. https://cop24.gov.pl/presidency/initiatives/just-transition-declaration/
58. CSI (2020), *Indice CSI des droits dans le monde 2020*
59. *Ibid.*
60. OCDE (2019), *Negotiating our way up*, page 44
61 CSI (2020), *Indice CSI des droits dans le monde 2020*
62. https://freedomhouse.org/article/new-report-freedom-world-2020-finds-established-democracies-are-decline
63. Campagnes «Nouveaux fronts» de la CSI et les Quatre piliers d'action de la CSI pour 2020
64. https://www.transparency.org/what-is-corruption
65. https://www.transparency.org/cpi2019?/news/feature/cpi-2019
66. https://freedomhouse.org/article/new-report-freedom-world-2020-finds-established-democracies-are-decline
67. Rapport 2019 sur les droits humains et syndicaux
68. Rapport 2019 sur les droits humains et syndicaux
69. Après une accalmie due à la COVID-19, les mouvements de protestation reprennent. Voir : GIESCR, *World Protests and Human Rights*
70 Campagnes «Nouveaux fronts» de la CSI et les Quatre piliers d'action de la CSI pour 2020
71. BIT (2019), *Déclaration du centenaire de l'OIT pour l'avenir du travail*
72. Campagnes «Nouveaux fronts» de la CSI et les Quatre piliers d'action de la CSI pour 2020
73. CSI (2020), *Indice CSI des droits dans le monde 2020*
74. https://delibdemjournal.org/articles/abstract/145/. Melbourne, Australie : https://www.yvw.com.au/about-us/news-room/citizens-jury-help-determine-water-services-and-pricing. Victoria, Australie : https://womensagenda.com.au/politics/a-citizens-jury-in-victoria-managed-to-reach-a-consensus-on-gender-quotas/. Bayswater, Australie : https://engage.bayswater.wa.gov.au/building-bayswater/news_feed/community-panel
75. https://www.citizensassembly.ie/en/
76. http://constitutionnet.org/news/belgiums-experiment-permanent-forms-deliberative-democracy
77. https://www.globalyouthclimatepact.org/
78. https://wellbeingeconomy.org/wego
79. https://wellbeingeconomy.org/